

[Texte]

people adapt. This will probably be viable, let us say, 100 years from now, just to put an absurd date on it. The ultimate goal is to help these people join and reshape the mainstream, and I guess that means that the option of reflecting these new cultures in the broadcasting system in English and French is really what our goal is.

Mr. Duhamel: I hear you saying, though, making a commitment to the provision of those services, and you have indicated that it might be necessary to have that type of service for some considerable period of time. I would hope that would reflect what the communities are saying.

Just one word of caution, if I may. We often say about the French-language people, French-speaking people, about the new Canadians that they have to agree, but I am not sure we always wait upon our English-speaking colleagues to have to agree with respect to a certain policy initiative or others. So while I am totally supportive of consultation, I am a little sensitive to making sure that everybody is on board before we go in a particular direction.

One final point. In a number of committee meetings—and this is a profound commitment on my part and the part of my colleagues—we are most anxious to see that our Canadian identity is in fact reflected in terms of positions within various organizations. We have noted with very few exceptions—and if I am wrong then I would like to be corrected—that we do not have a significant number of people sometimes identified as visible minorities. Have you had an opportunity to look at your own organization and see what might be done if it is not up to a particular, let us say, number that would be considered fair by those particular communities, and are you in a position to do something about that if it is not at that particular level?

Mr. Spicer: We will definitely be looking at that. As I say, I can only plead that in eight weeks I have not been able to look at everything in great detail. That is what I am interested in. I am not a big fan of quotas, I am going to warn you. I really do not think that mathematical formulas enforced rigidly are the way to go. I think we should be trying by invitation, by going the extra mile, to find good people, to encourage them, maybe make it a bit easier to get in there. So within that very reasonable limit, I hope, I would like to make sure that we do. Again, it is a question of reflecting reality. It is not because it is some onerous duty that we have to do. It is realistic. It is making our thing work better because we have people who can advise us from the inside.

Mr. Duhamel: I appreciate your comments. It is realistic, and I think I read within that necessary, and I agree with you, as well, that mathematics need not be the

[Traduction]

peut aider les nouveaux immigrants, leurs enfant et leurs parents à s'adapter. Cela deviendra probablement viable dans 100 ans, par exemple, et c'est une date parfaitement arbitraire. En fin de compte, on veut surtout aider tous ces gens-là à s'intégrer à la majorité, les aider à enrichir cette majorité, et pour y parvenir, je pense qu'effectivement, nous voulons refléter toutes ces nouvelles cultures dans le système de radiodiffusion anglais et français.

M. Duhamel: Vous nous dites que vous êtes en faveur de ces services, mais en même temps, qu'ils ne seront peut-être pas nécessaires avant assez longtemps. J'espère que les collectivités sont d'accord avec vous.

Maintenant, je vais me permettre une mise en garde. Très souvent, on s'attend à ce que les francophones, les gens de langue française, les nouveaux Canadiens, soient d'accord. Mais je ne suis pas certain qu'on s'attende de la même façon à ce que nos collègues anglophones soient d'accord sur certaines initiatives de nature politique ou autres. Je suis donc tout à fait en faveur de la consultation, mais je pense qu'il faut s'assurer que tout le monde est bien monté à bord avant de prendre la route dans une direction particulière.

Une dernière chose; c'est une chose à laquelle mes collègues et moi-même tenons particulièrement, et quand nous rencontrons divers organismes à l'occasion des séances du Comité, nous nous assurons que notre position face à l'identité canadienne est bien claire. J'ai remarqué qu'à très peu d'exceptions près—et si je me trompe, n'hésitez pas à me reprendre—nous voyons peu de gens qui appartiennent à des minorités qu'on considère visibles. Avez-vous eu l'occasion de vous pencher sur l'organisme que vous dirigez pour voir si les minorités y sont présentes dans une proportion raisonnable et, sinon, pour voir ce qui peut être fait pour y remédier?

M. Spicer: C'est quelque chose dont nous avons tout à fait l'intention de nous occuper. Comme je l'ai dit, en huit semaines, je n'ai pas encore eu le temps de me pencher sur tous les détails, mais c'est quelque chose qui m'intéresse particulièrement. Je ne tiens pas particulièrement aux quotas, je vous avertis tout de suite. En fait, je pense que les formules mathématiques appliquées à la lettre ne sont pas la solution. Au contraire, il faut faire les choses à l'amiable, faire des concessions, chercher des gens, les encourager, peut-être leur faciliter un peu l'entrée. J'ai donc l'intention de faire quelque chose dans ce domaine en suivant cette méthode très raisonnable. Là encore, il faut tenir compte de la réalité. C'est loin d'être une tâche pénible, il s'agit simplement de s'incliner devant la réalité. Cela dit, cela nous facilite le travail, car tous ces gens-là pourront avoir une influence positive de l'intérieur.

M. Duhamel: Je comprends ce que vous dites; vous parlez de réalité, je pense que cela sous-entend aussi nécessité, et je suis tout à fait d'accord avec vous: les